Appel à manifestation contre le projet de loi sur le séparatisme

12 décembre 2020, 15h, place de la Bourse (Bordeaux)

Comme si sentant lui-même la fragilité de la légalité de son texte, le gouvernement cherchant à contourner cette difficulté sémantique, a procédé à la modification du nom de son projet de loi dit du « séparatisme islamiste », rebaptisé dans la précipitation en « Projet de loi renforçant les principes républicains ».
Cependant, nul n'est dupe, et chacun comprend bien que ce toilettage cosmétique sur la forme du projet ne change en rien la gravité et la lourde menace sur le fond que représente ce texte pour les libertés religieuses garanties par la constitution française à travers la loi 1905 qui organise la séparation de l'Etat et des Eglises, socle du code de la laïcité dans la République.
En effet, aussi incroyable que cela puisse paraître, la France s'apprête à légiférer sur les règles d'organisation du culte musulman dans la république en prenant comme prétexte le « renforcement des principes républicains et la défense de la laïcité » et en faisant porter leur supposée dégradation à la seule communauté musulmane qui doit en payer le prix.
Car oui, en effet, il faut le dire, ce texte est profondément anti démocratique et renforce par ses articles liberticides la banalisation de l'islamophobie, encourageant ainsi la stigmatisation de l'islam et des musulmans et leur mise au banc de la société.
La défense de la laïcité, le renforcement des principes républicains et la lutte contre le terrorisme ne sont ici convoqués que dans le seul but de donner une légitimité à ce projet de loi qui vise spécifiquement la communauté musulmane comme l'a avoué le Ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin,

lors d’un entretien à la Grande Mosquée de Paris avec les représentants du CFCM (Conseil Français Du Culte Musulman) : « Il faut faire attention à ce que d’autres religions ne soient pas les victimes des modifications souhaitées pour vous (les musulmans).»

Nous en appelons à la mobilisation de tous pour lutter contre l’adoption de cette loi avec laquelle le pouvoir veut faire oublier sur le dos des musulmans :

 10 millions de pauvres en France
 1 million de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté
 8 millions de chômeurs
 300.000 SDF
 4 millions de mal-logés
 4,8 millions de gens qui ont recours à l’aide alimentaire
 la gestion calamiteuse de la crise sanitaire mondiale du COVID19
 son impuissance face à la crise climatique

NON, LES MUSULMANS NE SONT PAS COUPABLES DE LA CRISE QUE VIT LA FRANCE !
NON AU PROJET DE LOI ISLAMOPHOBE QUI DIVISE LES FRANÇAIS !

MARCHE POUR L’EGALITE LE SAMEDI 12 DECEMBRE 2020
PLACE DE LA BOURSE A 15H

Les organisations signataires : COMNA – Collectif des Organisations Musulmanes de Nouvelle-Aquitaine – (Les Alliés de la Paix, le Comité Action Palestine, Ensemble, Des Livres et la Oumma, la Mosquée de Pessac, le Centre Adam, la Mosquée de St André de Cubzac, Pompes Funèbres Musulmane Assakina, Pompes Funèbres la Oumma)